Participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports

Contribution de (nom de l'association ou du Conseil d'avis) :

COCOF - Finalisé

1. Situation sur le terrain et besoins

Parmi les écarts significatifs observés entre les droits établis par la présente convention et la réalité des faits en région bruxelloise, nous avons relevé les situations suivantes :

1. Tourisme

L'absence de toilettes adaptées dans les lieux à forte fréquentation touristique est quasi généralisée : à titre exemplatif : les abords de la Grand-Place de Bruxelles.

L'Office Bruxellois Francophone du Tourisme (BIT), situé au rez-de-chaussée de l'hôtel de Ville de Bruxelles est inaccessible aux personnes à mobilité réduite en raison de la présence de deux marches à l'entrée. Un aménagement raisonnable (pose d'un plan incliné) pourrait remédier à cette carence à peu de frais.

La réglementation régionale en matière de voirie (RRU) a établi des normes en ce qui concerne la réservation d'un espace facilitant la circulation des personnes se déplaçant en chaise roulante sur les trottoirs.

Un certain nombre de terrasses de café ou de restaurant empiètent sur cet espace envahi par des tables, chaises ou des tréteaux publicitaires, et empêchent ou rendent le passage difficile.

Il en va de même durant la réalisation de divers travaux immobiliers ou de voirie effectués par des opérateurs publics ou privés.

Le contrôle du respect de ces normes est presque inexistant et n'est pas assorti de mesures informatives (sensibilisation des cafetiers et entrepreneurs de travaux) ou dissuasives (avertissements ou sanctions).

2. Emissions de télévision

La télévision communautaire francophone régionale (Télé-Bruxelles) ne propose aucun programme sous-titré ou traduit en langue des signes pour les personnes présentant une déficience auditive.

Pour leur part, les chaînes publiques trans-régionales (RTBF) n'organisent un sous-titrage et une traduction que pour le journal télévisé et quelques trop rares émissions.

3. Activités récréatives et créatives

L'accompagnement pédagogique proposé par le service bruxellois francophone des personnes handicapées (Phare) parmi les différentes

Article 30

aides matérielles à l'intégration sociale et professionnelle ne prévoit pas d'intervention dans le transport de personnes à mobilité réduite participant à des activités de loisirs.

Les aides prévues dans le cadre de l'accompagnement pédagogique ne s'appliquent pas à l'enseignement artistique ne débouchant pas directement sur l'accès à une profession. Tel est le cas notamment des académies de musique, d'arts plastiques...

Hormis les subsides attribués aux activités d'éducation permanente, le Ministère de la Culture de la Communauté Française ne prend pas en compte les multiples programmes de stages et formations en techniques artistiques dispensés par le secteur associatif au profit de personnes porteuses d'un handicap.

Un décret spécifique subsidie quelques rares centres d'expression et de créativité en milieu spécialisé mais ses normes d'agrément sont telles qu'elles nécessitent des investissements en infrastructure et personnel affectés exclusivement à la création artistique et donc hors de portée d'associations organisant simultanément des activités créatives, récréatives et culturelles (tourisme social).

De nombreuses communes bruxelloises organisent des voyages culturels ou des excursions d'une journée destinés spécifiquement aux personnes âgées.

Les personnes âgées porteuses d'un handicap moteur en sont exclues par le fait que ces programmes n'ont pas prévu l'emploi d'un autocar pourvu d'un élévateur, l'accessibilité des sites visités ou encore l'accompagnement des personnes à mobilité réduite par des personnes bénévoles ou quelques agents communaux détachés ponctuellement à cette fin.

4. Activités sportives

Certains centres sportifs ne disposent pas de commodités adaptées (toilettes, cabines d'habillage, treuil permettant la descente dans une piscine...).

Certains aménagements raisonnables sont possibles sans qu'ils doivent faire l'objet de travaux coûteux.

Des personnes porteuses d'un handicap (notamment visuel) mais parfaitement autonomes se voient refuser l'accès à certaines infrastructures sportives (piscines) pour des raisons de sécurité et au motif qu'elles souhaitent exercer seules leur activité.

Leur accès n'est autorisé qu'avec la présence obligatoire d'un accompagnateur.

Le personnel d'encadrement des infrastructures sportives n'a pas été formé à l'accueil des personnes handicapées et sensibilisé à leurs difficultés spécifiques.

5. L'inclusion extrascolaire d'enfants et de jeunes handicapés

L'accès à des lieux de socialisation majeurs tels que l'accueil extrascolaire non spécialisé est principalement justifié par le principe d'égalité et le droit des enfants et des jeunes de participer aux mêmes loisirs créatifs et récréatifs que leurs pairs qui ne présentent pas de déficiences.

Ce droit et cette liberté de choix de les pratiquer en compagnie d'enfants et de jeunes valides sont clairement inscrits au point 5 d. du présent article.

Une inclusion réussie apporte de nombreux bénéfices à une pluralité d'acteurs :

- à l'enfant, au jeune porteur de handicap en ce qu'il pourra se découvrir de nouvelles aptitudes et mieux vivre ses limites, réaliser des activités valorisantes et inconnues jusqu'alors, se faire des amis de son âge...,
- à la famille en ce qu'elle lui apportera un temps de répit,
- aux enfants valides en ce qu'ils pourront partager les jeux d'enfants qu'ils n'ont pas l'habitude de rencontrer,
- aux animateurs et responsables du milieu d'accueil extrascolaire en ce qu'ils pourront développer leurs compétences,
- à la société en général car elle verra l'éclosion de relations humaines plus tolérantes où chaque individu, quelles que soient ses caractéristiques, est accueilli dans son identité propre et non réduit à son handicap.

Cette inclusion nécessite des aménagements à la fois matériels (accessibilité des infrastructures, adaptation du matériel pédagogique...) et humains (renforcement d'équipes d'encadrement en nombre et en compétences). L'accueil d'enfants et de jeunes en situation de grande dépendance nécessiterait, pour sa part, un accompagnement individualisé.

Précisons que ces enfants font l'objet d'une discrimination.

En effet, ils sont les moins inclus au sein des activités extrascolaires, du fait de la lourdeur que peut représenter la prise en charge de leurs déficiences. Les milieux d'accueil, non dotés de moyens spécifiques mais qui s'investissent dans l'inclusion, accueillent des enfants ayant des déficiences qui semblent plus « facilement » gérables, disant préférer accueillir des enfants ayant un handicap « léger ».

Il y a donc une discrimination opérée entre enfants handicapés eux-mêmes.

Il ressort de notre constat qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de moyens de financement structurels et suffisants pour les projets d'inclusion extrascolaire et en particulier pour le financement de postes d'animateur supplémentaire.

Aucune perspective ne semble se dessiner à court et moyen terme : les subsides accordés ponctuellement ne relèvent que de l'initiative privée.

Article 30

En milieu spécialisé, les services d'accompagnement reconnus et subsidiés pour des activités collectives de loisirs s'adressent uniquement à un public de jeunes adultes présentant une déficience.

Il est donc nécessaire que les pouvoirs politiques compétents se coordonnent pour offrir les moyens suffisants aux secteurs de l'accueil de l'enfance et des jeunes pour qu'ils les accueillent, tous, sans discrimination entre eux, et dans des objectifs d'accueil de qualité et de prise en compte des besoins spécifiques de tous.

6. La culture spécifique aux personnes sourdes

La langue étant un des principaux vecteurs de transmission de la culture, la langue des signes a fait l'objet d'une reconnaissance officielle par les pouvoirs publics.

Nous devons toutefois constater qu'elle ne bénéficie pas du soutien qu'elle devrait mériter en vue de faciliter l'inclusion sur le plan socio-culturel des personnes confrontées à une déficience auditive.

Le nombre d'interprètes en langue des signes actuellement en activité est dérisoire en regard des besoins dont témoignent les personnes sourdes, dans leur aspiration à participer pleinement aux multiples activités culturelles qui se déroulent à Bruxelles et à la vie des mouvements socio-éducatifs proposant des programmes d'éducation permanente.

Les filières de formation reconnue et qualifiante en langue des signes connaissent des problèmes organisationnels importants et les candidats potentiels se font de plus en plus rares.

Il nous apparaît urgent que le gouvernement de la Communauté française se saisisse du problème afin que l'enseignement de la langue des signes fasse l'objet d'une réforme en profondeur et soit doté de moyens financiers suffisants pour ouvrir l'accès à une profession dont le statut deviendra réellement attractif et valorisant.

Contribution de (nom de l'association ou du Conseil d'avis) :

COCOF - Définitif

2. Illustrations éventuelles